



# مجال التعاون الثنائي

## Area of bilateral cooperation



8 avril 2026

## Signature d'un accord permettant aux navires algériens de pêcher en Mauritanie

Par: Rédaction AE



Un accord a été signé mardi à Alger, permettant aux navires algériens d'accéder aux ressources halieutiques des zones de pêche mauritaniennes et d'obtenir des autorisations de pêche et d'exploitation, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Cet accord, qui concerne le programme d'exécution du protocole de coopération dans les domaines de la pêche, de l'économie maritime et de l'aquaculture, et visant également à renforcer la coopération scientifique dans les domaines de la pêche, et de l'aquaculture, a été signé à l'occasion de la tenue de la 20e session de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération, sous la supervision du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et du Premier ministre de la République islamique de Mauritanie, M. Mokhtar Ould Diay.

L'accord a été signé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, et le ministre mauritanien de la Pêche, des Infrastructures maritimes et portuaires, Mokhtar Ould Ahmed Bouceif.

**APS**

mercredi 08 avril 2026 21:01



## Pêche

### Signature d'un accord permettant aux navires algériens de pêcher en Mauritanie

ALGER - Un accord a été signé mardi à Alger, permettant aux navires algériens d'accéder aux ressources halieutiques des zones de pêche mauritaniennes et d'obtenir des autorisations de pêche et d'exploitation, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Cet accord, qui concerne le programme d'exécution du protocole de coopération dans les domaines de la pêche, de l'économie maritime et de l'aquaculture, et visant également à renforcer la coopération scientifique dans les domaines de la pêche, et de l'aquaculture, a été signé à l'occasion de la tenue de la 20e session de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération, sous la supervision du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et du Premier ministre de la République islamique de Mauritanie, M. Mokhtar Ould Diay.

L'accord a été signé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, et le ministre mauritanien de la Pêche, des Infrastructures maritimes et portuaires, Mokhtar Ould Ahmed Bouceif.

# Algérie 360°

Informations et actualités sur l'Algérie en temps réel

8 avril 2026 à 14:46

## Pêche : Ce pays voisin autorise l'Algérie à exploiter 31 000 tonnes de poissons dans ses eaux

Par Amina Aouadi



Coopération Algéro-Mauritanienne

Les travaux de la 20ème session de la Grande Commission mixte de coopération algéro-mauritanienne, tenus récemment à Alger, ont abouti à une avancée majeure dans le domaine de l'économie bleue. Sous la supervision du Premier Ministre, **Sifi Ghrieb**, cette session a vu la signature de **29 accords bilatéraux** touchant divers secteurs vitaux, avec une attention particulière portée au secteur de la pêche. Selon les informations communiquées par le ministère mauritanien de la Pêche et de l'Économie maritime, une convention spécifique a été paraphée par le ministre mauritanien de la Pêche et des Infrastructures maritimes et portuaires, **Mokhtar Ould Ahmed Bousseif**, et son homologue algérien, **Yacine El-Mahdi Oualid**.

**Coopération Algéro-Mauritanienne : Un tournant stratégique pour le secteur de la pêche**  
Cet accord définit les mécanismes permettant à sept navires algériens d'accéder aux zones de pêche mauritaniennes pour exploiter un quota annuel de **31 120 tonnes** de ressources halieutiques. Ce volume se répartit entre :

- Les petits pélagiques ;
- Les espèces démersales ;
- La crevette.

Pour encourager cette synergie, la Mauritanie a consenti une **réduction de 50 % sur les redevances d'accès**. En contrepartie, l'accord impose des conditions techniques et réglementaires strictes, notamment :

- Le renforcement des systèmes de surveillance et de traçabilité.
- L'obligation de débarquement dans les ports mauritaniens.
- Le respect de la législation nationale, incluant l'emploi d'un quota significatif de marins locaux.

Au-delà de l'aspect commercial, cette convention prévoit de dynamiser la coopération scientifique et technique ainsi que la lutte conjointe contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

Ce rapprochement témoigne de la solidité des liens fraternels entre **Alger et Nouakchott** et traduit une volonté commune de bâtir un partenariat stratégique durable, faisant de l'axe Alger-Nouakchott un moteur de développement régional dans le bassin maghrébin.

## **Vers une zone de libre-échange : Le commerce s'accélère !**

L'offensive algérienne ne s'arrête pas à la mer. En marge de ces accords maritimes, le ministre du Commerce extérieur, **Kamel Rezig**, et son homologue de ce pays voisin ont jeté les bases d'une intégration économique sans précédent.

Les deux pays finalisent actuellement un accord commercial préférentiel. L'objectif est de briser les barrières tarifaires pour doper l'accès des produits algériens sur ce marché frontalier.

- Douanes simplifiées : Des discussions sont en cours pour **fluidifier et simplifier radicalement** les procédures de dédouanement.
- Conseil d'affaires : La 10ème session du Conseil d'affaires bilatéral se prépare pour connecter directement les investisseurs des deux nations.

Le point d'orgue de cette coopération sera la **8ème édition de la Foire des produits algériens**, prévue du 5 au 11 mai 2026. Cet événement sera le tremplin majeur pour les exportateurs nationaux souhaitant s'imposer durablement dans la région.



avril 7, 2026

## **Pêche: les navires algériens autorisés d'accéder aux ressources halieutiques mauritaniennes**

Par ouamar Benmokhtar



**Les navires algériens peuvent désormais accéder aux ressources halieutiques dans les zones de pêche mauritaniennes et ce en vertu d'une convention conclue ce mardi dans le cadre de la 20e session de la Grande Commission Mixte Algéro-Mauritanienne de coopération.**

Cette convention a été signée le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid et le ministre mauritanien de la Pêche et des infrastructures maritimes et portuaires, Mokhtar Ould Ahmed Bousseif.

Selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, cet accord permettra également aux navires algériens d'obtenir des licences de pêche et de les exploiter. Le protocole d'accord stipule par ailleurs le renforcement la coopération scientifique dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture.



08/04/2026

## Signature d'un accord de coopération dans le domaine de la pêche entre la Mauritanie et l'Algérie



Les travaux de la 20ème session de la Grande Commission Mixte Mauritano-Algérienne a été clôturée le mardi 07 avril 2026 à Alger, sous la supervision de Monsieur le Premier Ministre El Moctar Ould DIAY et son homologue algérien Monsieur Seyfi Gharib.

Les deux parties ont été signés plus de 29 accords bilatéraux couvrant plusieurs départements dans le cadre du renforcement de la coopération et le partenariat entre les deux pays frères.

Dans le domaine de la pêche, un accord de coopération dans le domaine de la pêche et de l'économie maritime et l'aquaculture a été signé la Mauritanie et l'Algérie par les deux Ministres chargés de la pêche, Monsieur Moctar Ahmed Bouceif et son homologue Monsieur Yacine Medi Oualid.

La Mauritanie a accordé une autorisation à sept navires algériens pour exploiter les ressources halieutiques dans ses eaux territoriales, marquant une étape supplémentaire dans le renforcement de la coopération économique et maritime entre les deux pays.

Le quota total alloué cette année aux navires algériens s'élève à 31 120 tonnes, incluant les poissons de surface et de fond ainsi que les crevettes. L'accord prévoit également l'emploi d'une proportion significative de marins mauritaniens à bord, afin d'assurer une retombée locale effective et de renforcer les compétences techniques des équipages mauritaniens.

Parmi les autres dispositions, l'accord stipule le déchargement obligatoire des captures dans les ports mauritaniens, le renforcement des systèmes de surveillance et de suivi pour garantir la légalité de la pêche, ainsi qu'une période d'essai d'un an renouvelable.

Les redevances d'accès bénéficient, par ailleurs, d'une réduction de 50%, tandis que la coopération scientifique et technique se voit intensifiée pour lutter contre la pêche illégale et préserver les écosystèmes marins.

Cette démarche constitue une nouvelle impulsion économique pour la région, renforçant la liaison maritime entre l'Algérie et la Mauritanie et ouvrant de nouvelles perspectives pour le développement du secteur de la pêche et des investissements.

# الأخبار الجهوية

## Regional news

## BOUIRA

# Le comité de veille phytosanitaire en «conclave»

INSTRUCTION a été donnée afin de livrer la quantité demandée de produits phytosanitaires à crédit.

■ ALI DOUIDI

Le comité de veille phytosanitaire de la wilaya s'est réuni, lundi, à la direction des services agricoles. Présidée par le DSA, la réunion a regroupé trois instituts (l'Institut technique des plantes et des cultures), l'Institut national des végétaux et l'Institut interprofessionnel des certificats de semences), la Sopat, un service de la DSA et la Chambre de l'agriculture. Des agriculteurs y participaient naturellement.

Deux points essentiels étaient inscrits à l'ordre du jour : l'approvisionnement des agriculteurs en produits phytosanitaires, c'est-à-dire en pesticides et fongicides auprès de la Coopérative des céréales et des légumes secs (Ccls), et le crédit à terme. Connaissant la situation d'un certain nombre de céréaliers qui ne se sont jamais remis des dégâts causés durant les trois dernières années de sécheresse qui a frappé le pays, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a pris une mesure en faveur de ceux qui sont dans l'incapacité de payer ces produits fournis la Ccls.

Instruction a été donnée à cette dernière de livrer la quantité demandée de produits phytosanitaires à crédit. Celui-ci sera remboursé à la fin de la campagne de moisson-battage.



Assurer l'approvisionnement des agriculteurs en produits phytosanitaires.

Après les débats sur ces deux points, la Ccls s'est engagée à mettre à exécution ces instructions, en mettant à la disposition de ceux qui sont concernés par ce dispositif d'accompagnement les produits pour le désherbage (d'où le terme de désherbants), les fongicides ainsi que les pulvérisateurs pour épandre ces produits.

Il faut rappeler que c'est le moment pour ces opérations de désherbage et de lutte contre les maladies cryptogamiques. Après les importantes pluies enregistrées ces derniers jours, les herbes folles (avoine, chéridone, chardon, etc.), ont connu une croissance rapide. Quant aux maladies dont nous parlions, c'est également le

moment où les champignons, profitant de l'humidité du sol et des rayons brûlants du soleil, se développent tout aussi rapidement. En marge de cette rencontre, nous avons croisé devant la salle de réunion le responsable de la station régionale de la protection des végétaux de Béni Slimane. Notre première question a été de lui demander ce qu'il pensait de cette année, pensant qu'il allait nous manifester sa satisfaction. Ce fut un agriculteur qui répondit à sa place : rien n'est encore sûr. Il reste encore beaucoup de risques.

En effet, tant que la récolte ne sera pas rentrée, il y a lieu de se faire des soucis. Puis, notre curiosité s'étant reportée

sur cette station régionale, nous avons voulu connaître les missions qu'elle remplit. Notre interlocuteur en a cité quatre, essentielles. La première consiste en la production de semences de base et de pré-base. Prenons le blé, par exemple. Il a énuméré les générations qui vont de 0 à 3. Après la 3e, le produit devient un pur produit destiné à la consommation et non à la production. Pour revenir à la case départ, c'est-à-dire avoir un produit de génération 0, il faut créer une nouvelle variété.

Celle-ci est dite de semences. C'est la seconde mission de la station régionale. La troisième, c'est la génétique ou l'exploitation des végétaux pour en amé-

liorer les espèces. La quatrième s'attache à valoriser le développement par la vulgarisation et les journées de formation en faveur des agriculteurs.

Ces missions sont dévolues à l'Institut technique des plantes et cultures (Itcc) dont le siège se trouve à El Harrach, et qui dispose de neuf stations régionales réparties comme suit à travers l'ensemble du territoire national : trois, au Centre : Oued Smar, Beni Slimane et Khemis El Khechna ; trois à l'Ouest : Saïda, Tiaret et Sidi Bel Abbès ; et enfin, trois à l'Est : Sétif, Guelma et Constantine. L'emploi des pesticides ou des désherbants, qui intervient entre mars et avril est une étape importante dans le parcours technique que tout agriculteur professionnel doit respecter scrupuleusement. Cet itinéraire commence en octobre, avec les premières pluies. On prépare la terre amolliée avec des labours, puis l'on sème et l'on recouvre avec un couvre-coupe.

Entre janvier et février, on épand les engrais, qui précèdent l'emploi des pesticides. Les connaisseurs savent qu'une bonne année est d'abord une affaire de respect scrupuleux de l'itinéraire technique.

Les pluies feront le reste, à condition qu'elles bien réparties entre les mois décisifs qui sont mars, avril et mai. Alors, on peut être certain que l'année sera bonne.

A.D.

## BÉJAÏA

# Plus de 100 exposants à la fête de l'olive

AVEC PRÈS 5 MILLIONS d'arbres et une production moyenne de 20 millions de litres, Béjaïa confirme son statut de pôle majeur de l'oléiculture en Algérie.

■ AREZKI SLIMANI

La Maison de la culture Taos Amrouche de Béjaïa abrite depuis lundi la 24e édition de la Fête de l'olive. Ce rendez-vous annuel qui s'est tenu à Seddouk, Akbou et d'autres localités, a été domicilié cette année à Béjaïa. C'est l'occasion de mettre en valeur ce produit emblématique du terroir local.

Organisé par l'Association pour le développement de l'oléiculture et des industries oléicoles, cette manifestation a vu la participation d'experts, d'exploitants agricoles, de producteurs d'huile d'olive, ainsi que d'experts techniques et de chercheurs en la matière, est soutenue par la Chambre d'agriculture et la Direction des services agricoles de la wilaya.

Plus de 100 exposants venus des quatre coins de la région et autres wilayas du pays y prennent part à ce salon, qui reste l'occasion pour les producteurs de présenter la diversité de leurs huiles : de la traditionnelle huile fruitée extraite dans les moulins ancestraux aux huiles «extra-vierges» produites par les nouvelles huileries automatiques, plus respectueuses des normes internationales. Placée sous le signe «Pour un secteur oléicole moderne et compétitif», cette nouvelle édition s'inscrit dans un contexte marqué par une production estimée à plus de 17 millions de litres

pour la seule wilaya de Béjaïa, soit près de 15 % de la production nationale. Expositions, dégustations et échanges entre professionnels singularisent ce salon, qui se décline comme un rendez-vous pour engager les débats sur les défis persistants liés à la modernisation et à l'organisation de la filière oléicole. Jusqu'au 9 avril prochain Béjaïa célèbre l'olivier, symbole de paix et de savoir-faire ancestral. Cette fête oléicole traditionnelle constitue une occasion de mettre en lumière «l'importance économique et culturelle de l'olive en Algérie, tout en valorisant cette filière qui apporte une plus-value à l'économie locale et nationale», souligne le président de l'association organisatrice Un public nombreux, passionné par les produits du terroir et les traditions locales était présent encore hier.

Il est là pour s'approvisionner, déguster différentes huiles d'olive et découvrir les richesses du terroir kabyle, dans une ambiance conviviale et authentique. Les services agricoles tablement sur «une production de 25 millions de litres d'huile d'olive», soit presque le double de celle de la saison précédente, marquée par la sécheresse et les incendies, où seulement 13 millions de litres avaient été enregistrés.

La Direction des services agricoles de la wilaya a, pour rappel, engagé un programme de régénération visant à reconstituer plus de 700 hectares d'oliviers affectés par les incendies. Un



Une filière qui apporte une plus-value à l'économie locale.

appui a également été accordé aux agriculteurs à travers la distribution de 100.000 plants d'oliviers, actuellement en cours de plantation. Le verger oléicole de Béjaïa, implanté majoritairement en zone montagneuse, s'étend sur près de 57.000 hectares et compte plus de 5 millions d'arbres, dont une grande partie est vieillissante. La filière de trans-

formation reste dominée par les huiles traditionnelles, appuyées d'autres plus modernes. Sur le plan commercial, le litre d'huile d'olive est cédé entre 800 et 1.000 dinars. L'Association a indiqué avoir une opération promotionnelle spéciale, le litre d'huile d'olive est proposé au prix de 700 dinars durant toute la durée de la manifestation.

A.S.

SALON DE L'OLIVE À BÉJAÏA

# Pour une oléiculture rénovée et compétitive

**LA VILLE** de Béjaïa vibre au rythme de la 24<sup>e</sup> édition de la Fête de l'olive. Organisé depuis deux jours à la Maison de la culture par l'association pour le développement de l'oléiculture et des industries oléicoles, la Chambre d'agriculture et la Direction des services agricoles de wilaya, cet événement majeur de la scène agricole dans la région a rassemblé plus 100 exposants venus des quatre coins de la wilaya et de plusieurs autres wilayas du pays pour célébrer une filière qui, plus que jamais, cherche à s'imposer comme un moteur économique stratégique. Placée sous le slogan «Pour un secteur oléicole rénové, rentable et compétitif», cette édition s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de conquête des marchés internationaux. Justement, le but de cette édition ne se limite pas à une simple exposition commerciale, il s'inscrit dans une stratégie globale de professionnalisation et de pérennité de la filière. Il s'agit de stabiliser les prix pour le consommateur final. En supprimant les intermédiaires par la vente directe du producteur au consommateur, le salon vise à rendre l'huile d'olive accessible à toutes les bourses, lutter contre la spéculation et les mélanges d'huiles de mauvaise qualité qui nuisent à la santé publique.

Le salon constitue un espace pour préparer les producteurs aux exigences de l'exportation, à commencer par le respect des

normes internationales, d'autant que le gouvernement ambitionne de diversifier ses revenus hors hydrocarbures. Il est question aussi de promouvoir et de valoriser les sous-produits de l'olive, comme le grignon (chauffage et alimentation animale) et les margines (eaux usées), afin de réduire l'impact polluant des huileries sur les oueds.

Si l'huile d'olive est la star, les stands regorgent également d'autres trésors du terroir kabyle dont les figues sèches, miel, épices, aromes, produits de l'artisanat, matériel agricole moderne pour les professionnels, mais aussi des produits dérivés, comme le savon, les cosmétiques à base d'huile d'olive en plus de l'artisanat en bois d'olivier. L'un des faits marquants de cette édition est sans conteste l'accessibilité du produit pour le consommateur. Après une année 2025 où les prix avaient franchi la barre des 1 000 DA le litre, (1 100 et 1 200 DA) les visiteurs ont eu l'agréable surprise de trouver une huile de qualité cédée entre 700 et 800 DA le litre.

Cette baisse s'explique par une récolte généreuse dans la wilaya de Béjaïa, véritable poumon de l'oléiculture nationale avec 57 000 hectares de vergers oléicoles (soit près de 13 % de la superficie nationale). Au-delà de la simple exposition-vente, le salon est un carrefour d'échanges techniques. Les experts et universitaires présents insistent sur la nécessité de la labelli-

sation. Des variétés emblématiques de la région, comme la chemlal ou azeradj, sont aujourd'hui au cœur des discussions pour obtenir des certifications permettant de valoriser le patrimoine végétal local à l'export. Ce rendez-vous se poursuivra aujourd'hui, offrant encore le temps aux visiteurs pour découvrir les saveurs de la région et soutenir les producteurs locaux qui font de l'olivier un symbole de résilience et de développement durable.

L'édition de cette année dépasse le simple cadre festif, elle s'impose comme un véritable forum technique et économique. L'enjeu est de taille : transformer l'huile d'olive, longtemps perçue comme un simple produit de cueillette en un produit stratégique national. Avec une production nationale atteignant 75 millions de litres, dont plus de 17 millions issus de la seule wilaya de Béjaïa la filière cherche à s'imposer sur les marchés internationaux.

En marge de l'exposition, un cycle de conférences a été animé par des experts, oléiculteurs et opérateurs économiques autour de thématiques vitales pour l'avenir de la branche dont la question de la labellisation. Selon des intervenants, pour conquérir l'export, l'huile de Kabylie et des autres régions doit répondre à des normes strictes, telles que l'obtention d'Appellations d'origine protégée (AOP) pour garantir la traçabilité, l'amélioration du conditionnement pour préserver les

qualités organoleptiques, la certification «Bio» qui est une demande croissante sur le marché mondial.

Une conférence ayant pour thème «des maladies et la lutte contre les ravageurs» a été animée hier par l'inspection phytosanitaire relevant de la direction de services agricoles (DSA). Il s'agissait de développer les stratégies de lutte intégrée contre les principaux ennemis de l'olivier, notamment la mouche de l'olive. «Le développement d'une organisation autour des voies potentielles de valorisation des résidus des huiles et de protection de l'environnement» a, également, constitué le thème d'une communication animée M. Akli Moussouni qui a relevé les voies de valorisation des résidus (grignons et margines), la transformation des grignons en biocombustible (grignons épuisés) ou en aliments pour bétail, la gestion des margines pour éviter la pollution des cours d'eau, en les transformant éventuellement en fertilisants organiques. Un atelier de vulgarisation de la taille de l'olivier a, également, été organisé au profit des fellahs qui ont eu droit à des explications portant sur les meilleures techniques de taille de fructification et de régénération. La 24<sup>e</sup> édition de la Fête de l'olive de Béjaïa a dessiné les contours d'une filière capable de devenir, à terme, l'alternative sérieuse aux hydrocarbures pour l'économie nationale.

N. Bensalem

# PRODUCTION RECORD DE LA FILIÈRE OLÉICOLE

## 150 000 TONNES D'HUILE D'OLIVE RÉCOLTÉES

La filière oléicole nationale a enregistré, cette année, une campagne exceptionnelle, marquée par une production record, aussi bien en huile d'olive qu'en olives de table. Selon M'hamed Belasla, président du Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole (CNIFO) et vice-président du Conseil international de la même filière, la production a atteint environ 150 000 tonnes d'huile d'olive et 300 000 tonnes d'olives de table à l'issue de la campagne de cueillette récemment achevée.

■ De notre bureau :  
 BELKACEM ADRAR

Ces résultats contrastent nettement avec ceux de la saison précédente (2024/2025), durant laquelle la production n'avait pas dépassé 70 000 tonnes d'huile d'olive et 120 000 tonnes d'olives de table, a-t-il relevé. En équivalent volumique, les 150 000 tonnes d'huile représentent près de 164 millions de litres. Cette performance remarquable s'explique principalement par des conditions climatiques favorables, mais aussi par l'entrée en production de nombreuses nouvelles oliveraies, issues des programmes de plantation lancés par les pouvoirs publics au début des années 2000, a soutenu le président du CNIFO, en précisant qu'entre 450 000 et 500 000 ha sont aujourd'hui exploités par les oléiculteurs à travers le pays.

La progression de la filière se traduit également par son expansion géographique. Autrefois concentrée dans les wilayas du centre et certaines régions de l'Ouest, la culture de l'olivier s'étend désormais à 43 wilayas, notamment Biskra, Tébessa, Ouargla, Djelfa ou encore Tiaret, a expliqué le même responsable, tout en soulignant que Cette dynamique témoigne de l'essor continu de cette culture millénaire sur l'ensemble du territoire national. Pour Belasla, ce bond quantitatif reflète les efforts soutenus déployés ces dernières années en fa-



veur du développement de la filière.

Cette amélioration de la production a provoqué une baisse des prix de l'huile d'olive sur le marché local, faut-il noter. Toutefois, malgré ces avancées, celle-ci demeure confrontée à plusieurs défis, notamment en ma-

tière d'organisation et de commercialisation, tant sur le marché national qu'international. Le président du CNIFO souligne à ce titre que les oléiculteurs restent «très performants individuellement», mais «faibles collectivement», pointant du doigt un

manque d'organisation structurelle qui pénalise l'ensemble de la filière. Afin de remédier à cette situation, il appelle à une intervention plus ferme des pouvoirs publics pour structurer la filière, notamment à travers la promotion des coopératives, dont l'effi-

cacité a été démontrée dans de nombreux secteurs agricoles. L'huile d'olive algérienne qui est reconnue comme une huile de bonne qualité en témoignent, d'ailleurs, les différentes distinctions obtenues dans les concours et salons spécialisés peine toutefois à s'imposer sur le marché international dominé par certains pays, comme la Grèce, l'Espagne et la Tunisie. Les grandes surfaces commerciales sont quasiment inaccessibles pour l'huile d'olive algérienne qui est, par contre, largement présente sur les étals des boucheries et petits commerces appartenant aux Algériens et autres Africains, a fait savoir notre interlocuteur, non sans insister sur l'impérative nécessité de la mise en place d'une organisation rigoureuse de la filière pour qu'elle soit au diapason des exigences du marché mondial où la concurrence est rude.

L'Algérie qui occupe mondialement la 4ème place dans la production de l'huile de table et 8ème en huile d'olive dispose de tous les atouts pour être un acteur essentiel dans la filière oléicole pourvu que les professionnels s'organisent davantage et œuvrent collectivement pour la modernisation des moyens de production et le développement des activités de transformation et du conditionnement de tous les produits de l'olivier, cet arbre millénaire constituant l'une des sources de vie principale des populations en Algérie et l'un des vecteurs principaux du développement national. B. A.

## LA FÊTE DE L'OLIVIER REVIENT POUR UNE DEUXIÈME ÉDITION PROMETTEUSE

La Chambre d'agriculture et la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tizi Ouzou ont organisé, du 7 au 9 avril 2026, la deuxième édition de la Fête de l'olivier (Rahva N'Tzemourth), à la Maison de la culture Mouloud Mammeri (MCM) de la ville. Un rendez-vous désormais attendu par les acteurs de la filière oléicole et qui confirme l'importance stratégique de ce secteur dans le développement agricole local.

Cette manifestation placée sous le slogan «L'olivier, l'arbre aux mille opportunités» se veut avant tout une vitrine du savoir-faire de la région dans l'oléiculture, une activité ancestrale transmise de génération en génération. Durant trois jours, producteurs, transformateurs et artisans exposeront une large gamme de produits issus de l'olivier, notamment l'huile d'olive et les olives de table, véritables trésors de Tizi Ouzou et de tant d'autres régions où l'olivier est cultivé. L'événement offrira également l'opportunité de découvrir les dernières innovations en matière de matériel agricole et d'intrants dédiés à l'oléiculture. Au-delà de l'aspect commercial, Rahva N'Tzemourth ambitionne de devenir un espace d'échange et de réflexion sur les opportunités de développement de la filière oléicole et la stratégie à mettre en place pour relever les multiples défis auxquels fait face cette filière stratégique appelé à constituer un levier essentiel dans le développement national.

Dans cette perspective, des conférences et débats, animés par des experts et professionnels du secteur, aborderont les enjeux techniques, économiques et organisationnels de la filière oléicole, dans un contexte marqué par les défis climatiques et les exigences de qualité. Des espaces de rencontre seront également aménagés afin de favoriser la mise en réseau entre les différents intervenants : agriculteurs, investisseurs, porteurs de projets et institutions. L'objectif de cet événement est d'encourager les partenariats et impulser une dynamique

durable au sein de la filière. À travers cette initiative, la Chambre d'agriculture et la DSA réaffirment leur engagement en faveur de la valorisation de l'oléiculture, considérée comme un levier essentiel du développement rural et économique de la région. Ouverte aux professionnels comme au grand public, cette fête se veut aussi un moment de célébration autour de l'olivier, arbre millénaire chargé de symboles, incarnant à la fois l'authenticité, la résilience et l'avenir de l'agriculture locale. A rappeler que des opérations de plantation de plusieurs milliers de plants d'oliviers ont été organisées ces dernières années à Tizi Ouzou à l'effet de reconstituer les oliveraies détruites par les incendies.

Ces opérations auxquelles prenaient part la société civile et les corps constitués vise à encourager et à promouvoir la culture de l'olivier et s'inscrit dans une vision de développement et de préservation de notre patrimoine agricole, selon les initiateurs de ces opérations. Un des objectifs fixés à ces campagnes de plantation, mais aussi à la fête de l'olivier est «de sensibiliser la population à la plantation de l'olivier en incitant les agriculteurs, les associations et les citoyens à contribuer activement au développement de l'oléiculture». Selon les mêmes organisateurs, ces opérations visent aussi à préserver l'environnement en favorisant la plantation d'arbres, ce qui permet de contribuer à la lutte contre la déforestation et au maintien de la biodiversité, et à promouvoir l'économie locale, vu que l'oléiculture représente une opportunité économique majeure pour la wilaya. Le président de la Chambre d'agriculture, Hamid Saïdani, rappelle à chaque occasion, que le but de l'organisation des opérations de plantations des oliviers et différentes manifestations dédiées à l'olivier et ses produits, de celui de faire de l'olivier un vecteur de développement, d'espoir et de prospérité pour la région en particulier, et toute l'Algérie, en général. B. A.



La wilaya d'Ouled Djellal s'apprête à accueillir, le 18 avril prochain, la 7<sup>e</sup> édition du Salon du mouton, un événement désormais incontournable pour les éleveurs et professionnels du secteur. Organisé pour la première fois au niveau de la wilaya depuis sa séparation administrative de Biskra, ce Salon met à l'honneur la race locale emblématique : le mouton Ouled Djellal.

Véritable vedette des marchés algériens, cette race est reconnue pour sa résistance aux zones arides, sa capacité d'adaptation aux steppes et la qualité supérieure de sa viande. « Cette manifestation vise à mettre en valeur la race de mouton Ouled Djellal, mais aussi à promouvoir l'élevage dans son ensemble et sa modernisation.

Nous voulons sensibiliser les éleveurs aux bonnes pratiques, aux techniques modernes de gestion et d'amélioration de la production, afin d'augmenter la qualité et la productivité tout en préservant les caractéristiques uniques de nos races locales», a souligné le secrétaire général de la chambre d'agriculture de la wilaya d'Ouled Djellal, Salem Zekri. Le responsable a précisé que la race d'Ouled Djellal est la plus répandue dans la région et la plus adaptée aux conditions difficiles.

« Cette race a une capacité exceptionnelle d'adaptation aux zones arides et aux steppes. Elle est très prisée sur les marchés algériens pour sa viande de qualité. Notre objectif est de renforcer son élevage, améliorer la production de viande et introduire des techniques modernes de soins et de gestion des troupeaux», indique-t-il. Le Salon sera structuré autour de deux pôles principaux : la produc-

7<sup>e</sup> SALON DU MOUTON  
**Valorisation  
de la race d'Ouled Djellal**



tion végétale et la production animale. Dans le second, seront présentées différentes espèces et races, notamment les moutons, agneaux, bœufs, chèvres et chevaux, avec un accent particulier sur le mouton Ouled Djellal.

Des concours récompenseront les meilleures pratiques et les animaux les plus remarquables, tandis qu'un volet culturel pro-

posera des concours de dessin et de poésie autour des races locales.

**ÉVITER LES CROISEMENTS  
ANARCHIQUES**

Salem Zekri a également souligné l'importance de préserver la race face aux pratiques de croisement anarchique. « Le croisement non encadré peut détruire les caractéristiques

génétiques de nos races locales. Il est essentiel de protéger l'authenticité de la race Ouled Djellal tout en adoptant des méthodes modernes pour améliorer la productivité et la rentabilité de l'élevage», argumente-t-il.

Côté soutien à la filière, le responsable a rappelé le rôle des pouvoirs publics. « L'État met en place des mesures concrètes pour soutenir les professionnels de l'élevage, avec des subventions, des facilités d'accès aux équipements modernes et des formations techniques», a-t-il précisé. Dans ce sillage, il a rappelé que son organisation encourage également les éleveurs à commercialiser leurs produits dans un cadre de concurrence loyale, afin de valoriser nos produits locaux sur l'ensemble du marché national.

Pour le SG, ce Salon illustre parfaitement la stratégie de développement agricole de la wilaya. « À travers cette manifestation, nous conjugons tradition et modernité. Le mouton Ouled Djellal, symbole de notre patrimoine animalier, reste au cœur de notre action. Nous voulons promouvoir l'élevage comme un pilier durable de l'économie locale, capable de répondre aux besoins des marchés tout en garantissant la pérennité des ressources animales et l'amélioration des pratiques agricoles», déclare-t-il.

Cette 7<sup>e</sup> édition du Salon du mouton offre une occasion exceptionnelle aux éleveurs, techniciens et au grand public de découvrir les pratiques d'élevage les plus performantes, de débattre des défis liés à la modernisation du secteur et de mettre en lumière cette race emblématique.

■ A. R.

PRÉVENTION CONTRE LA FIÈVRE APHTEUSE

**Campagne de vaccination des bovins à El Bayadh**

Une vaste campagne de vaccination des bovins contre la fièvre aphteuse a été lancée, au début de cette semaine, à El Bayadh, ont indiqué des responsables de l'inspection vétérinaire relevant de la direction des Services agricoles de la wilaya à l'APS. La même source a expliqué que dans le cadre des efforts visant à protéger le cheptel de la wilaya contre les maladies et les épidémies, cette campagne s'inscrit dans le programme national de vaccination des bovins contre cette maladie et se poursuivra pendant deux mois.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le succès de cette opération, notamment la mobilisation de nombreux vétérinaires chargés de superviser la campagne, ainsi que la disponibilité d'une quantité importante de vaccins destinés à prévenir cette maladie.

L'inspection vétérinaire de la wilaya, en coordination avec les vétérinaires mobilisés lors des différentes campagnes annuelles, notamment celle-ci, veille également à fournir des conseils et des orientations aux éleveurs concernant les

mesures préventives à adopter afin d'éviter les maladies et les épizooties pouvant affecter ce cheptel important que compte la wilaya. Pour rappel, une précédente campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants (ovins et caprins) avait permis de vacciner plus de 1,124 million de têtes de bétail, dont plus de 982.000 ovins et plus de 142.000 caprins, au profit d'environ 4.200 éleveurs répartis à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a-t-on précisé.

■ R. R.

# المساهمات Contributions



## Céréales : vers la moisson du siècle en Algérie

L'Algérie se dirige cette année vers une récolte historique de céréales. Des quatre coins du pays, les témoignages convergent

Des quatre coins d'Algérie, les témoignages affluent. On semble se diriger vers la moisson du siècle. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le ministre de l'Agriculture Yacine Oualid s'attendent à une « *moisson qualitative* » de céréales cette saison.

La raison ? Des pluies hivernales comme jamais vu. Même à l'ouest du pays où les agriculteurs commençaient à désespérer de pouvoir cultiver du blé. Une culture qui devrait-elle éternellement dépendre de la pluie ?

Lors d'un entretien accordé au quotidien Horizon, le 30 mars dernier, Abdelghani Benali, le secrétaire général du Conseil interprofessionnel de la filière céréales (CNIFC) témoignait : « *C'est une année agricole exceptionnelle surtout concernant les régions ouest du pays après plusieurs années de sécheresse* ».

À la télévision nationale, un agriculteur témoigne : « *nous n'avons pas vu de telles pluies depuis une vingtaine d'années* » et prend à témoin son interlocuteur : « *regardez la couleur du blé, un vert qui tend vers le bleu. C'est un signe de vigueur* ».

À M'sila, fin mars, un agriculteur disait espérer atteindre un rendement de 50 quintaux en orge.

### **Fort soutien des pouvoirs publics**

Au-delà des pluies abondantes, les agriculteurs ont pu compter sur le soutien des pouvoirs publics : subventions accordées aux semences, engrais, matériel agricole, prix avantageux à la production et même des prêts avec report de remboursement en cas de sécheresse.

Sans ces reports, certains agriculteurs n'auraient pu semer à l'automne 2025. Cependant, l'augmentation des rendements reste un défi ; récemment, le ministre de l'Agriculture rappelait l'objectif de passer de 17 à 30 quintaux de blé à l'hectare.

À l'étranger, des pays sont arrivés à des hausses de rendement malgré un climat difficile. Dans les plaines semi-arides du Kansas aux États-Unis, à partir de 1880, l'introduction de la variété Turkey Red a permis de développer la culture du blé. Mais soulignait en 1977 le géographe Jean-Paul Charvet, qu'il avait fallu attendre les années 1960-70 pour que les progrès de l'agronomie assurent des rendements moins dépendants du niveau des pluies.

En Algérie, la question préoccupe tous les spécialistes. Pour un agronome algérien installé à Montpellier : « *Il est quasiment difficile d'accroître les surfaces dans le nord. Accroître d'un million d'hectares dans le sud exige des moyens assez considérables (mobilisation de l'eau, matériels, disponibilité de terres et d'intrants faute d'une fertilité naturelle...).* L'on produit actuellement au maximum 10 % de notre blé dans le sud. Peut-on produire l'équivalent de 7 à 9 millions de tonnes même dans le moyen ou long terme ? ». L'expert semble en douter.

Pour sa part, sur la Radio algérienne, l'enseignant chercheur Ali Daoudi de l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA) d'El Harrach estime qu'il s'agit de « *mettre le paquet* » et que les efforts doivent avant tout contribuer à réduire le niveau des importations.

La particularité en Algérie est qu'un tiers des surfaces en céréales sont utilisées pour nourrir le cheptel ovin à travers la culture de l'orge.

### **« Tous n'ont pas semé »**

Augmenter les surfaces cultivées en blé reste donc un défi. Abdelghani Benali regrette ainsi que pour la saison en cours les superficies emblavées n'aient pas suivi. Il estime qu'on aurait pu atteindre jusqu'à un million d'hectares. La cause ? La crainte de la sécheresse.

« *Personne ne savait que nous aurions une année aussi favorable [du point de vue météo]* », indique Benali. Il poursuit : « *même les agriculteurs regrettent de ne pas avoir semé plus de terre.* »

*Cependant, le Centre et l'Est du pays ont bénéficié cette année de plus de superficies par rapport à l'année passée ».*

La peur de sécheresses en automne au moment des semis reste un fort handicap et se traduit par des quintaux de blé perdus.

Si actuellement la couleur verte est dominante dans les champs, cet optimisme doit cependant être tempéré. Un mois d'avril trop chaud pourrait tout compromettre. Dans les prochains jours, la météo annonce des températures de 23°C à Tiaret.

Dans les années 2010, en partenariat avec le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), l'Institut technique des grandes cultures (ITGC) a tenté de développer les techniques d'adaptation au stress hydrique sans que cet axe ne soit par la suite poursuivi.

Jean-Paul Charvet fait remarquer qu'au Kansas, « *les techniques agronomiques (strip cropping, mulching...) tiennent davantage compte aujourd'hui de la présence d'un environnement fragile* » et ont permis la progression des rendements.

En Australie, le Grains Research and Development Corporation (GRDC), cet organisme de recherche au service des agriculteurs, assure être arrivé à gagner l'équivalent de 75 mm de pluie avec ce type d'approche, de quoi gagner 3 à 4 semaines de résistance du blé en cas d'absence de pluie.

Ces techniques nouvelles de dry-farming (arido-culture) restent peu connues en Algérie où les outils les plus utilisés restent la charrue et le cover-crop.

Il y a deux ans, dans un document destiné aux services agricoles, l'ENSA d'El Harrach soulignait l'importance du roulage juste après semis. Un geste qui améliore de 30 % la germination mais ignoré de la majorité des agriculteurs algériens.

Dès 2007, l'agronome Michel Raunet, spécialisé dans les systèmes de culture pour les pays du Sud, notait l'importance d'associations paysannes qui « *sont habituellement les vecteurs de la diffusion des innovations* ».

Sans ces techniques spécifiques contre le risque de dessèchement du sol, l'utilisation de semences certifiées, d'engrais et toujours plus de matériel agricole ne saurait suffire à maintenir le potentiel permis par les dernières pluies hivernales.

**Lien permanent :** <https://tsadz.co/xsebg>

# الأسواق و الاقتصاد الزراعي

## *Markets and Agricultural Economy*



8 avril 2026

## Djazagro : Plus de 600 exposants attendus du 12 au 15 avril à Alger

Par: Rédaction AE

La 23e édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire « *Djazagro* » se tiendra du 12 au 15 avril en cours au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 600 exposants nationaux et étrangers issus de 28 pays, ont annoncé mercredi les organisateurs. Cette édition sera marquée par une forte présence des producteurs algériens, avec plus de 150 entreprises participantes, a indiqué le commissaire du salon, Nabil Bey-Boumezrag, lors d'une conférence de presse à Alger, rapporte l'APS.

A leurs côtés, des pavillons étrangers, dont ceux de l'Italie, de la Turquie, de la Chine et de l'Allemagne, exposeront des équipements agroalimentaires ainsi que des solutions de transformation et d'emballage. Des entreprises de pays arabes, dont l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Liban, Oman et la Tunisie, prendront également part à cet événement.

L'édition 2026 mettra particulièrement l'accent sur l'innovation, notamment à travers le concours « *Djaz'Innov* ». « *Les lauréats, sélectionnés en amont par un jury d'experts indépendants, seront récompensés par des médailles d'or, d'argent et de bronze lors d'une cérémonie prévue à l'ouverture officielle du salon* », a précisé M. Bey-Boumezrag.

Plus de 26.000 visiteurs professionnels, en quête de nouveaux fournisseurs, de solutions techniques et d'opportunités d'affaires, sont attendus. « *L'événement constitue une plateforme de rencontre privilégiée entre producteurs et industriels, offrant un large éventail d'équipements et de machines dédiés à la transformation agroalimentaire, ainsi qu'au conditionnement et à l'emballage* », a souligné le commissaire du salon, mettant en avant l'importance du packaging pour améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux.

En marge du salon, des conférences et ateliers seront organisés, portant notamment sur les exportations en tant que levier de croissance, la valorisation des sous-produits agricoles, la sécurité alimentaire, l'innovation verte, l'économie circulaire ainsi que le secteur de l'emballage en Algérie.

### **Chiffres de l'industrie agroalimentaire en Algérie**

En Algérie, les industries agroalimentaires (IAA), majoritairement portées par le secteur privé qui regroupe plus de 90 % des acteurs, constituent l'un des principaux moteurs de l'économie algérienne hors hydrocarbures. Elles rassemblent environ 47 200 entreprises et génèrent un chiffre d'affaires estimé à 12 milliards de dollars pour l'alimentation et 2 milliards pour les boissons sans alcool.

Représentant 40 à 45 % de la valeur ajoutée industrielle nationale, elles occupent une place centrale dans l'évolution économique du pays. L'intégration croissante des productions agricoles dans les unités de transformation favorise le développement de produits à plus forte valorisation commerciale, dont jus, conserves, confitures ou produits déshydratés. Cette tendance renforce la compétitivité de l'offre algérienne sur les marchés nationaux et internationaux tout en soutenant la diversification économique.

L'industrie de l'emballage en Algérie connaît aussi une expansion importante, stimulée par les besoins de l'agroalimentaire, des biens de consommation et de l'industrie manufacturière. Près de 75 000 entreprises y sont actives, illustrant l'ampleur et la modernisation du secteur dans le tissu industriel du pays. Des projets industriels emblématiques, comme la future usine de production de pâte à papier à Naâma annoncée en avril 2025, témoignent de l'effort pour développer la capacité locale, créer des emplois et consolider la chaîne de valeur industrielle.



**mercredi 08 avril 2026 15:06**

## 23e édition du Salon Djazagro

**Plus de 600 exposants attendus du 12 au 15 avril à Alger**



ALGER- La 23e édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro" se tiendra du 12 au 15 avril en cours au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 600 exposants nationaux et étrangers issus de 28 pays, ont annoncé mercredi les organisateurs.

Cette édition sera marquée par une forte présence des producteurs algériens, avec plus de 150 entreprises participantes, a indiqué le commissaire du salon, Nabil Bey-Boumezrag, lors d'une conférence de presse à Alger.

A leurs côtés, des pavillons étrangers, dont ceux de l'Italie, de la Turquie, de la Chine et de l'Allemagne, exposeront des équipements agroalimentaires ainsi que des solutions de transformation et d'emballage.

Des entreprises de pays arabes, dont l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Liban, Oman et la Tunisie, prendront également part à cet événement.

L'édition 2026 mettra particulièrement l'accent sur l'innovation, notamment à travers le concours "Djaz'Innov".

"Les lauréats, sélectionnés en amont par un jury d'experts indépendants, seront récompensés par des médailles d'or, d'argent et de bronze lors d'une cérémonie prévue à l'ouverture officielle du salon", a précisé M. Bey-Boumezrag.

Plus de 26.000 visiteurs professionnels, en quête de nouveaux fournisseurs, de solutions techniques et d'opportunités d'affaires, sont attendus.

"L'événement constitue une plateforme de rencontre privilégiée entre producteurs et industriels, offrant un large éventail d'équipements et de machines dédiés à la transformation agroalimentaire, ainsi qu'au conditionnement et à l'emballage", a souligné le commissaire du salon, mettant en avant l'importance du packaging pour améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux.

En marge du salon, des conférences et ateliers seront organisés, portant notamment sur les exportations en tant que levier de croissance, la valorisation des sous-produits agricoles, la sécurité alimentaire, l'innovation verte, l'économie circulaire ainsi que le secteur de l'emballage en Algérie.



# الصيد البحري والمنتجات الصيدية

## *Marine fishing and fishery products*

## AQUACULTURE

# Ensemencement de 80 millions d'alevins

**P**rès de 80 millions d'alevins seront semencés au cours de l'année 2026 dans les différentes wilayas du pays, dans le but de développer la production halieutique et de garantir la sécurité alimentaire, a fait savoir un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Miloud Teria, a indiqué, mardi, dans une déclaration à la presse en marge du lancement de la campagne d'ensemencement des cages flottantes dans la commune de Dellys, à Boumerdès, à laquelle il a assisté en compagnie de la wali Fouzia Naama, qu'il était prévu cette année, l'ensemencement d'environ 80 millions d'alevins à l'échelle nationale. M. Teria a précisé que dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité alimentaire et à diversifier les sources de production, l'Etat, qui «accorde une importance capitale à

l'aquaculture et à la préservation des stocks halieutiques, a adopté une série de mesures d'accompagnement pour encourager les investisseurs à se tourner vers cette activité, d'autant plus que l'Algérie dispose des atouts nécessaires à sa réussite», a-t-il dit. Il a estimé, dans ce contexte, que les résultats obtenus sur le terrain «reflètent le succès» de cette activité économique, notant que le nombre d'alevins semencés est passé de 45 millions en 2024 à 55 millions en 2025 et devrait atteindre 80 millions en 2026. Le volume de production de poisson en 2025 a dépassé les 7300 tonnes et devrait se placer à 12 000 tonnes cette année, et à environ 20 000 tonnes l'année prochaine, selon le même responsable qui a noté que les wilayas de Boumerdès et de Chlef constituent «les pôles de la production halieutique nationale».

**R. Ep.**

# الفلاحة و الإقتصاد في العالم

## *Agrobusiness in the world*



09 avril 2026 05:20

## L'Éthiopie ouvre son marché à des produits d'élevage en provenance du Brésil

**(Agence Ecofin) - En Éthiopie, l'élevage contribue à hauteur de 45 % au PIB agricole et 18,7 % du PIB national. En dépit de son cheptel considéré comme l'un des plus importants en Afrique, le pays a encore recours aux importations pour combler son déficit de production dans certaines catégories de produits animaux.**

L'Éthiopie autorise désormais l'importation de nombreux produits d'élevage en provenance du Brésil, dont les viandes et abats de bovins, porcins et de volaille. Selon un communiqué publié le mercredi 8 avril sur le site du gouvernement brésilien, cette ouverture résulte de négociations menées entre le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le ministère des Relations extérieures.

Au-delà des viandes, l'autorisation concerne également les produits laitiers, les aliments pour animaux de compagnie, les produits halieutiques (pêche et aquaculture), les intrants pour l'alimentation animale, ainsi que des segments plus spécialisés comme les alevins, les œufs fertiles, les poussins d'un jour ou encore le matériel génétique animal (sperme et embryons). L'accord inclut aussi l'exportation de bovins vivants destinés à l'abattage, à l'engraissement et à la reproduction.

Cette décision d'Addis-Abeba traduit une volonté des pouvoirs publics de diversifier ses sources d'approvisionnement en produits alimentaires. L'ouverture du marché aux importations de matériel génétique et de bovins reproducteurs suggère en outre une volonté d'augmenter la productivité du cheptel à travers l'amélioration génétique.

Le Brésil bénéficie en effet d'une bonne réputation pour le potentiel génétique de ses races bovines adaptées aux élevages en milieu tropical et affiche une position dominante sur le marché mondial des produits dérivés. Les données compilées par la FAO montrent par exemple que le pays sud-américain s'impose comme le deuxième producteur mondial de viande bovine après les USA et le premier exportateur mondial. Le Brésil est également le 5<sup>e</sup> producteur mondial de produits laitiers après l'Inde, les USA, le Pakistan et la Chine.

De son côté, l'Éthiopie affiche des ambitions de croissance pour des filières stratégiques de l'élevage comme le lait. Dans le cadre de sa Stratégie nationale de développement laitier, le ministère de l'Agriculture ambitionne de faire passer la production locale de lait à 28,4 millions de tonnes d'ici 2031 pour atteindre l'autosuffisance, contre un niveau annuel qui était évalué à près de 4 millions de tonnes jusqu'en 2023.

En attendant, le pays d'Afrique de l'Est doit recourir aux importations pour combler son déficit de production en produits laitiers, mais aussi dans d'autres sources de protéines animales. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que l'Éthiopie a importé pour près de 8,1 millions \$ de viandes et abats comestibles en 2024, près de 11,9 millions \$ de produits laitiers ou encore 8,2 millions \$ de bétail vivant.

### **Une nouvelle avancée pour le Brésil sur les marchés africains**

Pour Brasilia, l'accès au marché éthiopien est une opportunité de renforcer son poids dans l'approvisionnement en protéines animales en Afrique où l'industrie brésilienne joue déjà les premiers rôles.

D'après l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA), le pays d'Amérique du Sud a par exemple expédié 965 699 tonnes de viandes de poulet à destination de 44 pays africains en 2024. Ce volume est en hausse de 18,25 % d'une année sur l'autre et signe une croissance de 74 % depuis 2020, confirmant la montée en puissance de l'origine brésilienne dans l'assiette des consommateurs africains.

Outre la viande de volaille, l'ABPA a déclaré avoir expédié 106 392 tonnes de viandes de porc à destination de 22 pays africains en 2024, 21 064 tonnes de viandes de dinde vers 20 pays ou encore 791 tonnes d'œufs à destination de 12 pays sur le continent. Dans ce contexte, l'ouverture du marché éthiopien apparaît comme un levier supplémentaire pour consolider cette présence.

**Stéphanas Assocle**

**Édité par Wilfried ASSOGBA**

agence  
ecofin

08 avril 2026 13:11

## Afrique de l'Est : AgDevCo injecte 15 millions \$ supplémentaires dans l'aquaculture



**(Agence Ecofin) - Le financement soutiendra la prochaine phase d'expansion de Victory Group, spécialisé dans l'aquaculture en Afrique de l'Est, notamment à travers la création de nouveaux sites d'élevage au Kenya et au Rwanda.**

AgDevCo, un investisseur spécialisé dans l'agriculture en Afrique subsaharienne, a annoncé mardi 7 avril la réalisation d'un investissement de dette mezzanine de 15 millions de dollars au profit de Victory Group.

Cette entreprise aquacole d'Afrique de l'Est, spécialisée dans la production de tilapia du Nil, prévoit d'utiliser ces fonds pour étendre sa production au Kenya et au Rwanda au cours des trois prochaines années, avec pour objectif d'atteindre 30 000 tonnes de poisson d'ici 2029.

### **Un investissement pour soutenir l'expansion**

« Notre objectif est de bâtir une entreprise aquacole de premier plan qui fournit des protéines nutritives à grande échelle, tout en créant des opportunités pour les commerçants et les communautés qui dépendent de notre chaîne de valeur », a déclaré Joseph Rehmann, fondateur et directeur général de Victory Group. Il a ajouté : « L'investissement d'AgDevCo nous aidera à accroître notre production et à renforcer notre distribution, alors que la demande de poisson abordable et de haute qualité continue de croître en Afrique de l'Est ».

Ce n'est pas le premier investissement d'AgDevCo au profit de l'entreprise. Un premier financement de 4 millions de dollars avait été réalisé en 2021, permettant, selon l'investisseur, d'améliorer la production tout en renforçant l'efficacité opérationnelle du groupe.

La progression de l'aquaculture en Afrique de l'Est illustre l'intérêt croissant pour ce secteur. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production régionale a considérablement augmenté ces dernières années. Malgré cette dynamique, l'offre reste insuffisante, alors que la demande continue de croître sous l'effet de la démographie et de l'urbanisation.

**Sandrine Gaingne**

**Edité par M.F. Vahid Codjia**